

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 3 – 19 janvier 2023

En bref

Le Plan National de Développement du gouvernement Petro sera présenté le 7 février au congrès, pour un budget de 224 Mds USD. 44 % de ce budget (98 Mds USD) sont destinés à l'axe de convergence régionale. Le budget sera réparti en cinq stratégies. Les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et des transports seront particulièrement ciblés selon le directeur du Département National de Planification.

LE CHIFFRE À RETENIR

224 MDS USD

C'est le budget en USD du Plan d'Investissement Pluriannuel du gouvernement Petro pour les quatre prochaines années.

Zoom sur : Les taux directeurs en Amérique latine.

Selon un rapport de BNP Paribas, après avoir été les premiers à relever leurs taux directeurs, les pays d'Amérique Latine devraient également être les premiers à les baisser. Suite à l'inflation postpandémie, la Colombie a enregistré une hausse de ses taux directeurs de plus de 11 pts jusqu'à atteindre 12 % fin 2022. Selon une enquête réalisée auprès d'économistes, ils devraient atteindre un maximum de 13 % en mai et redescendre légèrement au second semestre 2023 pour s'établir autour de 10 %. La baisse des taux directeurs est attendue premièrement au Chili puis au Brésil et en Colombie. Le rapport souligne également que la région enregistre des ratios d'endettements supérieurs aux autres pays émergents et une croissance stagnante.



BOLIVIE

Le gouvernement confirme l'existence d'un méga gisement d'argent à Potosí.

Le gisement est situé très près de la ville de Potosí, dans la municipalité de Tacobamba, à 46 km de la capitale. Le projet minier aurait le potentiel de devenir le plus grand du monde et serait en mesure de produire 171 M d'onces d'argent en 14 ans. Le vice-ministre de la Politique Minière, Winston Medrano a annoncé que la Corporation Minière de Bolivie (Comibol) fournira les zones d'exploitation à la société canadienne Alcira de New Pacific Metals Corp. David Ramos, directeur général de Comibol, a annoncé pour sa part que l'État recevra 51 % des bénéfices, principalement en redevances et en taxes. Certains membres de l'assemblée départementale de Potosí ont déclaré que la société minière avait reçu l'autorisation d'exploitation et que sa production pourrait dépasser celle de la mine de San Cristóbal, qui à elle seule produit 50 000 tonnes par jour.

La Bolivie est sur le point de valider 630 M USD de financements d'institutions financières internationales.

Trois projets de loi présentés par le gouvernement et actuellement devant l'Assemblée Législative Plurinationale (ALP) prévoient la souscription de quatre prêts auprès d'organisations internationales pour un montant dépassant les 630 M USD. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) et l'Institut de Crédit Officiel (ICO) d'Espagne vont apporter 130 M USD pour des projets liés à

l'approvisionnement et l'assainissement d'eau dans les zones urbaines ; l'Agence Française de Développement (AFD) finance le programme d'appui à la relance économique durable et résiliente au changement climatique (216,5 M USD) ; la Banque Mondiale le projet d'Innovation de Systèmes Alimentaires Résilients (300 M USD). Des spécialistes du secteur économique ont souligné que ces ressources renforceront les réserves internationales nettes (RIN) en devises étrangères mais ont averti que ces ressources devraient être surveillées afin qu'elles ne soient pas utilisées pour les dépenses courantes.

COLOMBIE

La Colombie est 3^{ème} pays de la région quant à la croissance des exportations (+49%).

Alors que 25 des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont vu leurs termes de l'échange se dégrader, la Colombie et les autres pays exportateurs nets de combustibles ont connu une amélioration. La CEPAL estime à 3,5 % l'augmentation du commerce mondial de biens en 2022 et à 1 % en 2023. La Colombie se place derrière Trinité-et-Tobago (+69 %) et le Venezuela et est suivie par Guyana (+45 %). Les ventes vers l'UE et au sein de la région sont celles qui enregistrent la plus forte progression.

La croissance économique de novembre (3,0 %) est la plus basse depuis février 2021, selon le DANE.

Après une croissance maximale de 17,2 % en mai 2022, la croissance ralentit : 8,9 % en août, 4,4 % en septembre, 4,6 % en octobre. Le



secteur tertiaire a contribué à hauteur de 2,7 pts, le secteur secondaire pour 0,9 pts et le secteur primaire pour -0,5 pts. Les activités financières et d'assurance (+6,5%), l'industrie manufacturière et la construction (+5,8%) ont connu les plus fortes croissances. A l'inverse, les activités agricoles et industries extractives reculent de -5,1%.

Le déficit de l'Etat est estimé à -6 % du PIB en 2022, selon l'ANIF.

Cette prévision est moins optimiste que celle du gouvernement (-5,6%). Selon le *think-tank*, la situation budgétaire est un risque pour l'économie du pays. L'ANIF rappelle que le pays doit combler le déficit budgétaire du Fonds de stabilisation du pétrole et des carburants. En tant que principal générateur de devises étrangères, le secteur extractif est déterminant pour soutenir le déficit extérieur (7,1% selon la Banque centrale).

A la suite des réunions avec les dirigeants de la BID et de l'OMS à Davos, le Président Petro annonce des accords majeurs.

La première contribution de banques multilatérales sous l'ère Petro provient de la BID: 70 M USD seront reçus pour soutenir la transition énergétique, notamment les infrastructures et la technologie. En outre, 3,5 M USD ont été accordés à la protection de la forêt amazonienne. L'OMS enverra une commission d'experts pour prendre part au débat autour de la réforme du système de santé dans les prochains jours. Cela fait suite à la rencontre de Petro avec le directeur de l'OMS.

EQUATEUR

Le gouvernement équatorien annonce l'émission d'« obligations souveraines bleues ».

Dans le cadre de son déplacement à Davos, le Ministre des Finances équatorien a indiqué que l'Equateur réalisera une émission d'« obligations souveraines bleues » dans l'objectif de financer l'agrandissement de la réserve marine des Galapagos. L'émission de ces titres devrait permettre l'achat par l'Etat de sa propre dette, moins chère. Les gains réalisés dans le cadre de cette opération devraient abonder un fonds qui permettra de financer le projet.

La Banque de la sécurité sociale achètera des titres souverains équivalents à 2,4 Mds USD en 2023.

La banque de la sécurité sociale (BIESS) prévoit l'achat de titres souverains pour un montant de 2,4 Mds USD, à un taux d'intérêt de 7,5% et à échéance 2034. Les besoins de financement de l'Etat pour 2023 sont de l'ordre de 7,8 Mds USD, dont la moitié (3,8 Mds USD) financés *via* la dette interne. Cette opération d'achat du BIESS représente 62% de la dette interne.



GUYANA

Le Ministre des Finances présente un budget de 3,7 Mds USD.

Cela correspond à une hausse de 41,4% par rapport à l'année précédente (2,7 Mds USD). Selon les prévisions, le PIB enregistrerait une croissance de 25,1% pour 2023 après avoir connu une hausse de 62% en 2022. L'industrie minière (notamment pétrole, mais également bauxite, gaz, or, etc.) constitue l'essentiel des revenus. De nombreuses mesures ont été annoncées par le Ministre visant à l'amélioration du niveau de vie : amélioration des infrastructures, programme d'emplois à temps partiel, suppression de la TVA sur l'achat d'un domicile, baisse de la taxe d'importation de véhicules à faible empreinte carbone, entre autres.

Le Guyana envisage la mise en place d'un système ferroviaire.

Un projet de lignes de chemin de fer est actuellement étudié techniquement, selon le Président. Elle visera au transport de passagers et de marchandises. Une ligne de chemin de fer était opérationnelle au Guyana avant la fin des années 1970.

Neuf offres ont été reçues pour le projet de raffinerie à l'embouchure du Berbice.

L'appel d'offres concernait la conception, le financement et la construction d'une raffinerie de pétrole à l'embouchure du fleuve Berbice. Le

projet devrait prendre fin en 2025, et vise à raffiner le pétrole extrait du block Stabroek, dont les réserves sont estimées à plus de 12 Mds de barils. Outre l'approvisionnement de la demande nationale, la raffinerie visera également à assurer la sécurité énergétique des Caraïbes, via l'export.

PEROU

Les troubles sociaux affectent les affaires au Pérou.

Le projet minier d'Antapaccay de Glencore a été attaqué la semaine dernière. La mine n'a cependant pas encore suspendu ses activités en raison des blocages de routes par les manifestants, aucune activité de transport n'ayant lieu. Pour sa part, le projet minier « Las Bambas », propriété de la société chinoise MMGLtd, située dans la région andine d'Apurimac, a interrompu le transport des concentrés de cuivre et de fournitures en raison des blocages, même si sa production se poursuivra jusqu'à l'épuisement des stocks. A Arequipa, 52 entreprises de l'Association des entreprises du parc industriel d'Arequipa (Adepia) touchées par les blocages de points clés de la ville et d'autres zones de connexion avec le reste du pays signalent une réduction de leurs ventes jusqu'à 80 %.



La Mairie de Lima devra payer 1,6 Md USD en indemnisation si jamais elle décide de prendre le contrôle des péages.

L'association pour le développement d'infrastructures Nationales (AFIN) informe que l'initiative que déposera le nouveau maire de Lima, Rafael Lopez Aliaga, en vue d'assurer une gestion directe des péages par la municipalité supposerait le paiement de plusieurs millions de dollars en dédommagements. Leonie Roca, présidente de l'AFIN, a précisé que dans l'hypothèse où les concessions seraient résiliées avec succès, le montant des indemnités atteindrait 1,6 Mds USD. En outre, toutes les dettes contractées pour réaliser ces investissements devraient être payées d'avance, sans compter les autres types d'indemnisations qui seraient discutés au tribunal, tels que les dédommagements des travailleurs. Enfin, la présidente rappelle que ces conflits entre la municipalité de Lima et les concessionnaires sont susceptibles de faire fuir les investisseurs.

SURINAME

Le Ministre des Finances du Suriname a mis en place une unité de contrôle sur la rétention des devises.

Le Ministre des Finances du Suriname a instauré une unité de contrôle sur la rétention des devises. Cette cellule vise à assurer que les devises issues des exportations réalisées par le

Suriname sont effectivement captées par l'économie nationale. Une partie – 35 % – de ces devises sera par ailleurs mise en rétention pour assurer leur disponibilité dans le cadre d'importations jugées nécessaires (médicaments, carburant). Pour mémoire, une unité similaire existait avant juin 2021 a été supprimée dans le cadre de la flexibilisation du taux de change du Dollar Surinamais. Sur un an, le Dollar Surinamais s'est déprécié de 50 %.

VENEZUELA

Le Venezuela a augmenté sa production de pétrole de 23,8 % en 2022.

Selon les chiffres officiels du rapport mensuel de janvier de l'OPEP, la production moyenne de pétrole du Venezuela a augmenté de 23,8 % en 2022 par rapport à l'année précédente, en passant d'une moyenne de 553 000 b/j en 2021 à 685 000 b/j en 2022. Le T2 2022 est celui avec la production de pétrole la plus élevée (714 000 b/j en moyenne).

Selon Reuters, PDVSA suspendrait et réviserait la plupart des contrats d'exportation.

Selon Reuters et Argus, en citant un document interne, le nouveau directeur général de PDVSA, Rafael Tellechea, a suspendu, à partir du 6 janvier, toutes les procédures administratives, financières et juridiques qui impliquent des ressources financières ou engagent l'organisation de quelque manière que ce soit - y compris les contrats - pendant que son équipe



les examine. Cette suspension a déjà affecté des intermédiaires de PDVSA. Les expéditions affrétées par la compagnie pétrolière étasunienne Chevron et la Cubametales de Cuba n'ont pas été affectées. La précédente direction de PDVSA avait imposé de nouvelles conditions contractuelles à ses clients, exigeant le paiement anticipé d'au moins la moitié de la valeur des cargaisons.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international